

Journal de 13 heures [2/2]
Au Rwanda la situation est de plus en plus
confuse après l'assassinat du Premier ministre,
abattu par des membres de la garde
présidentielle

Jean-Claude Nancy, Marine Jacquemin

TF1, 8 avril 1994

La terreur qui règne dans les rues de Kigali entre les deux ethnies, hutu et tutsi, aurait déjà fait un nombre très important de victimes.

[Jean-Claude Nancy :] [...] cette magnifique soirée de solidarité hier soir [7 avril]. Mais bien sûr, le SIDA, on en reparlera. Et des aides aussi à lui apporter.

Au Rwanda la situation est de plus en plus confuse après l'assassinat du Premier ministre, abattu par des membres de la garde présidentielle. Toute la nuit dernière, des combats se sont déroulés entre les forces gouvernementales et des éléments du Front patriotique rwandais – un mouvement de rébellion armé, minoritaire.

Alors par ailleurs, 10 militaires belges ont été enlevés puis tués et au moins 22 religieux et religieuses ont été assassinés depuis le début des troubles. Paris étudie actuellement la possibilité d'évacuer ses 600 ressortissants. Le point avec Marine Jacquemin.

[Marine Jacquemin :] L'armée française patrouillant dans les rues de Kigali, ces images datent de l'année dernière [une incrustation "Images d'Archives" s'affiche à l'écran]. Depuis, les 300 soldats français présents au Rwanda ont quitté le territoire après l'accord de paix d'Arusha. Fin 93, 2 500 Casques bleus leur ont succédé, dont 400 soldats belges.

Et depuis 48 heures, cette Mission des Nations unies est confrontée aux affrontements tant ethniques que politiques. Avec un gouvernement totalement décapité, le pays semble plonger vers la guerre civile. La terreur qui règne dans les rues de Kigali entre les deux ethnies, hutu et tutsi, aurait déjà fait un nombre très important de victimes. Alors, pour les ressortissants français sur place, l'heure est donc à l'urgence.

[Par téléphone : Daniel Bourrin, "Pdt des 'Français de l'étranger' au Rwanda" [une carte du Rwanda et du Burundi s'affiche à l'écran] : "On est tous enfermés chacun dans nos maison. Ça tire dans tous les sens. Euh..., donc c'est..., c'est..., c'est forcément extrêmement pénible sur le plan nerveux. On sait qu'on s'occupe de nous, euh..., au niveau du Quai d'Orsay..., le ministère des Affaires étrangères. Mais, euh..., aucune décision n'a été prise. On nous demande simplement, donc, de rester chez nous, de tout fermer, de tout verrouiller. Mais le souhait de la pop..., enfin disons de la communauté française, ce serait d'être rapatrié bien entendu, hein. Parce qu'on peut pas rester comme ça encore... pendant trois, quatre jours. Il y a des gens qui vont craquer. C'est pas possible" [diffusion pêle-mêle d'images de soldats du FPR, de soldats des FAR et de cadavres].]

Le Quai d'Orsay indique que toutes les mesures viennent d'être prises pour une éventuelle évacuation. Les troupes françaises, basées en Centrafrique, sont en état d'alerte déjà depuis hier [7 avril].